

DÉPARTEMENT de la GIRONDE
ARRONDISSEMENT de BORDEAUX
Commune de LORMONT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT
du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance ordinaire du VENDREDI 26 MARS 2021

L'an deux mille vingt et un, le vendredi vingt-six mars, à dix-huit heures,

Le conseil municipal de la commune de LORMONT, convoqué par le maire, s'est
assemblé au Pôle Brassens-Camus sous la présidence de Monsieur Jean TOUZEAU.

Présent-es :

Jean TOUZEAU, Philippe QUERTINMONT, Grégoric FAUCON, Stéphane PÉRÈS DIT PEREY, Josette BELLOQ, Jean-Noël GOETZ, Marielle DESCOUBES SIBRAC, Geoffrey RUIZ, Maférima DIAGNE, Sylvie JUQUIN, Jean-Claude FEUGAS, Vincent COSTE, Keziban YILDIZ, Eric LEROY, Karima TAJRI, Tayeb BARAS, Maria Del Pilar RAMIREZ, Olivier MARTIN, Valdemar CAMARINHA FÉLIX, Maud LEBLOIS, Marouane ACHRIT Céline BOUTE, Nicolas LE BIGOT, Julie RECHAGNEUX, Serge BLÜGE, Richard UNREIN, Mathieu BORDENAVE, Stéphanie HARTUNG, Mónica CASANOVA.

Absent-es excusé-es ayant donné procuration :

Yasmina BOULTAM (procuration Jean TOUZEAU), Jannick MORA (procuration Josette BELLOQ), Claude DAMBRINE (procuration Stéphane PÉRÈS DIT PEREY), Marie-José SALLABER (procuration Sylvie JUQUIN), Gemma DUFFAU (procuration Geoffrey RUIZ), Levent OZKAN (procuration Vincent COSTE).

Conseillers en exercice : 35

Nombre de présents : 29

Nombre de votants : 35

N° 2021/26.03/15

TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

FONDS INTERMINISTÉRIEL DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE
ET DE LA RADICALISATION (FIPDR) :
VIDÉOPROTECTION – 2^{ème} PHASE : DEMANDE DE SUBVENTION

Monsieur CAMARINHA FÉLIX Valdemar est désigné en qualité de secrétaire de séance.

Jean TOUZEAU, maire, explique aux membres de l'assemblée délibérante que :

En juin 2016, le conseil municipal approuvait le principe de mise en place d'un système de vidéoprotection nomade.

Plusieurs sites de la commune ont été couverts par ces caméras et des résultats positifs significatifs ont pu être observés, notamment au niveau des incivilités et regroupements. Elles ont également permis d'apporter des éléments de preuve aux services de la police nationale dans le cadre de leurs enquêtes.

Suite aux demandes constantes de la part de la population, il a été décidé la nécessité de faire évoluer la couverture vidéo du domaine public afin d'améliorer des situations générant une insécurité de plus en plus prégnante.

Ainsi, le 13 décembre 2019, le conseil municipal approuvait la demande de subvention Fonds Interministériel de Prévention de la délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) visant à co-financer le développement du parc des caméras de vidéoprotection, dans le cadre d'une restructuration du réseau, en caméras fixes et nomades.

Plusieurs sites ont été retenus pour la mise en place de vidéoprotection fixe afin de mieux servir les différents quartiers ou établissements publics. En 2020, débuta la mise en oeuvre de la première phase de ce nouveau projet de vidéoprotection qui en compte trois.

Aujourd'hui, nous engageons les travaux de la 2^{ème} phase de ce projet : le rapatriement et la centralisation de l'ensemble des images de la vidéoprotection en un seul site, ainsi que le remplacement de matériels obsolètes.

En effet, depuis cinq ans, la commune a placé certains établissements publics sous vidéo afin de garantir la protection des personnes les fréquentant ainsi que les biens eux-mêmes. Il s'agit du Pôle Brassens-Camus, du Centre sportif et culturel de Bois Fleuri, de la Maison des Sports des Iris et de la Piscine.

Pour l'instant, l'exploitation de ces images s'effectue directement et uniquement sur place, pouvant interdire l'accès à certains intervenants ayant à en connaître, par exemple la nuit ou le week-end pour les forces de l'ordre.

Les présents travaux consisteront à rapatrier et exploiter l'ensemble de ces images de vidéoprotection en un seul et même lieu de gestion, facilitant ainsi l'accès aux divers intervenants, à tous moments et sans aucune contrainte de gestion du site considéré.

Contrairement à Brassens-Camus où la Ville est propriétaire des 26 caméras installées, depuis cinq années nous louons les 18 caméras présentes sur les trois autres établissements. Leur remplacement par l'achat de nouvelles caméras permettra d'économiser chaque année près de 9.000 € de location avec un matériel renouvelé et de meilleure qualité. Il s'agira également de remplacer les matériels obsolètes et de rechercher un nouveau contrat de maintenance général, d'un seul prestataire, sur l'ensemble des sites, dont le coût pour la Ville sera ainsi optimisé.

Cette deuxième partie du plan de financement prévisionnel du projet, est susceptible de bénéficier d'une aide de l'Etat, au titre du FIPDR pour un taux maximum de 50 % du coût total :

DÉPENSES		RECETTES	
Travaux – Acquisitions	185.000 €	FIPDR	92.500 €
		Ville de Lormont	92.500 €
TOTAL	185.000 €	TOTAL	185.000 €

Ce dossier a été examiné lors de la commission affaires générales du 25 mars 2021.

Ceci étant exposé, il est donc demandé à l'assemblée délibérante d'adopter les termes de la délibération suivante :

La Ville de Lormont,

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 5 de la loi N° 2007-297 du 5 mars 2007 (FIPDR) ;

Vu la délibération du conseil municipal du 13 décembre 2019 N° 2019/13.12/13.2 relative à la première demande de subvention pour la vidéoprotection de la Ville ;

Entendu le rapport de présentation,

Considérant qu'il est, dans un premier temps, d'un intérêt majeur pour la Ville de disposer de nouveaux moyens techniques d'enregistrement, de centralisation et d'exploitation des images de vidéo issues des différents établissements existants, en un seul et unique site adéquat lui permettant d'optimiser sa politique de prévention de la délinquance sur son territoire ; dans un second temps, d'effectuer des économies de gestion des matériels en place ;

DÉCIDE

Article 1 :

d'approuver la demande de subvention au FIPDR visant à co-financer les travaux de remplacement des moyens d'enregistrement, de rapatriement et centralisation des flux vidéos :

DÉPENSES		RECETTES	
Travaux – Acquisitions	185.000 €	FIPDR	92.500 €
		Ville de Lormont	92.500 €
TOTAL	185.000 €	TOTAL	185.000 €

Article 2 :

d'autoriser Monsieur le maire à signer tout document inhérent à cette demande.

VOTE :

POUR :

29 – Groupe majoritaire « Nous, Lormont »,

3 – Groupe « Lormont, Ville Française »,

2 - Groupe « Naturellement Lormont »,

ABSTENTION :

1 - Groupe « Nouveau Parti Anticapitaliste ».

Le maire, Jean TOUZEAU :

* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;

* informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

FAIT A LORMONT, le 29 mars 2021

pour extrait certifié conforme au registre des délibérations,

Le maire,
Jean TOUZEAU